

hommes sortiraient du service actif. Impossible d'user de contrainte sous ce rapport; c'est la milice active qui doit alimenter la réserve. L'important pour nous, c'est de faire en sorte que notre milice active comprenne au moins 100,000 bons tireurs bien exercés. Un long séjour à la caserne n'est pas nécessaire; ce détail ne compte guère dans les guerres contemporaines. En regard aux conditions nouvelles, je crois que les hommes utiles seront ceux qui auront quelque valeur personnelle, qui seront un peu habitués aux commandements de l'exercice, qui posséderont quelque notion de groupement et de discipline, et qui sauront manier un fusil et en prendre soin.

Voilà ce que l'on devrait tout d'abord s'efforcer d'obtenir. Tout ce que l'on dépense inutilement, les sommes considérables que l'on paie aux officiers supérieurs et que l'on consacre aux salles d'armes, c'est autant qu'on prélève sur l'effectif. Ce ne sont pas les salles d'armes qui gagnent les batailles. Elles ont sans doute leur utilité: les hommes s'y trouvent chez eux et cela les encourage; mais enfin, s'il faut choisir entre les salles d'armes et les défenseurs du sol, j'aime mieux, d'ici à ce que notre infanterie soit sur un pied convenable, que l'on construise moins de salles d'armes et que l'on consacre plus d'argent aux hommes. Quand la milice active comprendra 100,000 hommes bien exercés, on pourra, si l'on a de l'argent de reste, en consacrer un peu plus aux salles d'armes afin de donner plus de confort aux volontaires et de faciliter le recrutement. On prétend, et non sans raison, je le sais, que ces salles d'armes encourageaient les jeunes gens à s'enrôler; mais je veux qu'on s'en tienne à une juste mesure.

N'ayant pas l'autorité d'un lord Roberts, tout ce que je pourrais dire ne saurait créer le moindre émoi, mais je tiens à déclarer qu'en cas d'hostilités le Canada serait pris au dépourvu. En effet, combien de cartouches seraient à la disposition de nos quelque 30,000 hommes d'infanterie si nous avions à faire face à une seule année de guerre? Combien de charges de cartouches pourrions-nous fournir chaque jour à nos 30,000 ou 40,000 hommes? C'est à cela et non à autre chose que devrait servir notre argent.

Quelque décousues que soient ces observations, j'ai cru devoir les faire, et toute ma pensée se résume en ces quelques mots: pourvoyons d'abord à l'essentiel jusqu'à ce que notre effectif soit d'au moins 100,000 hommes mis en mesure de défendre avec succès le territoire canadien, jusqu'à ce que notre artillerie soit pourvue de canons susceptibles de protéger l'infanterie contre un ennemi possédant des canons à plus longue portée et maniés avec plus d'habileté. Commençons par nous assurer de cela; il sera alors temps de consacrer un peu plus d'argent aux autres branches du service.

Pour ma part, j'aurais accepté avec empressement l'offre faite par le gouvernement

M. FOSTER.

impérial de prendre à sa charge les deux ports d'Esquimaux et d'Halifax et de les tenir en état de défense effective, parce que les autorités navales anglaises savent et peuvent le faire sans avoir à tenir compte des dépenses résultant de l'emploi d'officiers habiles et de spécialistes et du remplacement des armements démodés et devenus inutiles en cas de guerre par des pièces d'invention récente et ayant une portée beaucoup plus grande.

Voilà ce que le gouvernement anglais aurait pu faire et aurait fait, et pour nous la dépense eût été moins élevée qu'elle ne sera à la faveur du nouvel état de choses. Ces ports sont, à proprement parler des bases d'opération navale. Ils ne nous sont d'aucune utilité, à moins que nous ne puissions les protéger contre un ennemi envahisseur, et le seul moyen de les protéger réside dans une flotte suffisante. Ce sont là, dis-je, des bases de la flotte, et si nous étions menacés de quelque danger du côté de l'Atlantique ou du Pacifique, ceux qui veillent aux signaux en Grande-Bretagne enverraient immédiatement dans l'un ou l'autre de ces ports une flotte qui y trouverait une base toute prête. De cette façon, nos deux grands ports de l'Est et de l'Ouest se trouveraient en sûreté. Cette protection, nous aurions pu nous l'assurer moyennant \$1,000,000; sous notre propre administration, elle nous coûterait dorénavant plus de \$2,000,000 et ne sera pas aussi effective.

En outre, ce n'est pas sans regret que je vois s'éloigner les derniers vaisseaux de guerre et les derniers soldats que l'Angleterre comptait au Canada.

Je ne tiens pas à leur présence dans l'intérieur du pays, où notre police et notre milice peuvent parfaitement suffire à la tâche, mais je ne veux pas qu'on puisse s'imaginer que, par un faux esprit de bravade et d'indépendance, le Canada soit prêt à s'écrier: Nous en avons assez de la Grande-Bretagne, et son drapeau peut cesser de flotter sur nous, car c'en est maintenant fin de toute attache quelconque entre le Canada et l'empire britannique. Vous n'auriez pas plutôt prononcé ces paroles que, du coup, votre prestige s'évanouirait. L'attitude des nations étrangères se ferait aussi, subitement, plus menaçante, car on ne manquera pas de s'apercevoir que notre meilleure sauvegarde serait disparue. En effet, tant que nous aurons ici l'Angleterre, personne n'osera s'attaquer à nous de gaieté de cœur, car chacun sait parfaitement que tout l'empire britannique vibrerait à l'unisson du Canada si on portait atteinte à un seul de nos intérêts. C'est réellement une grande force pour nous que de savoir que nous n'avons qu'à tendre la main par delà l'Atlantique pour être sûrs d'y trouver aide et protection contre toute attaque ou insulte de l'étranger.

C'est sur ces deux points que je critique la ligne de conduite du Gouvernement. Je crois qu'il a eu tort de s'imaginer qu'il deviendrait moins indépendant s'il consentait à une entente coopérative avec la